

Le 7 juillet 2010

Le ralentissement des défaillances s'intensifie

- À fin avril 2010, la progression du nombre de défaillances cumulées sur douze mois se replie pour le huitième mois consécutif : 4,9 % (cf. tableau). Pour la première fois depuis novembre 2008, il repasse sous la barre des 5 % (maximum proche de 20 % à l'été 2009).

D'après les données incomplètes à fin mai 2010, le cumul sur douze mois progresse à cette date de 3,0 %. Sur la base de ce constat, les données définitives devraient indiquer un nouveau ralentissement en rythme annuel.

- Quatre secteurs expliquent en avril plus de 80 % de l'augmentation globale du nombre de défaillances sur douze mois : la construction contribue à elle seule à hauteur de 50 %, suivie par les activités de soutien aux entreprises, le commerce et l'industrie.

Pour les entreprises exerçant une activité immobilière, le nombre de défaillances cumulé sur douze mois est plus faible en avril 2010 que douze mois auparavant –seul secteur enregistrant une baisse.

- Fin avril 2010, le nombre de défaillances cumulées sur douze mois s'élève à 62 699 unités légales, après 63 393 fin mars 2010 : ce repli accentue la tendance des mois précédents (cf. graphiques 1 et 2).

Parmi les PME, le ralentissement concerne surtout les plus grosses d'entre elles

- Les grosses PME ne représentent que le dixième des défaillances. En avril 2010, elles sont les principales bénéficiaires du ralentissement des défaillances de PME (cf. tableau).

En données cvs-cjo, les défaillances se stabilisent au dernier trimestre

- En données cvs-cjo, le nombre de défaillances diminue en avril dans tous les secteurs hormis l'information-communication et les activités financières et d'assurance.

Tous secteurs confondus, il se stabilise sur le trimestre par rapport au trimestre précédent (cf. graphiques 2 et 3).

Le poids des défaillances en termes de crédit bancaire diminue surtout pour les plus grandes entreprises

- Mesuré par la part des encours de crédit mobilisés par les entreprises défaillantes au cours des douze derniers mois, le poids des défaillances continue à diminuer en avril 2010 pour les micro-entreprises et les entreprises les plus grandes –entreprises de taille intermédiaire (ETI) et grandes entreprises (GE)–. Entre septembre 2009 et avril 2010, il a diminué de 0,2 point pour les PME hors micro-entreprises et les ETI / GE (cf. graphique 4).

Apprécié en termes de bilans et d'effectifs, le poids économique des défaillances diminue

- Au cours des quatre premiers mois de 2010, le poids économique des défaillances mesuré à travers les effectifs salariés ou encore des variables de bilan est moindre qu'au cours des quatre premiers mois de 2009 (cf. graphiques 5).

* Méthodologie disponible à l'adresse
<http://www.banque-france.fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/defaillance-methodo.pdf>

Défaillances d'entreprises (identifiées au niveau des unités légales)

	Cumul 12 derniers mois (données brutes) nombre et glissement annuel en % ^a					Glissement 3 mois cvs-cjo ^b	Données mensuelles cvs-cjo			
	Avril 09	Avril 10	Avril 10 / Avril 09	Mai 10 prov.	Mai 10 / Mai 09		Avril 10	Févr. 10	Mars 10	Avril 10
	<hr/>									
Secteur d'activité^c										
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	1 319	1 335	1,2 %	1 309	-1,3 %	-5,2 %	117	113	84	
Industrie (BE)	5 141	5 315	3,4 %	5 267	-0,0 %	2,3 %	436	449	434	
Construction (FZ)	15 848	17 296	9,1 %	17 252	7,7 %	0,0 %	1 451	1 472	1 366	
Commerce ; réparation automobile (G)	13 368	13 758	2,9 %	13 729	1,2 %	3,6 %	1 139	1 203	1 127	
Transports et entreposage (H)	1 922	2 024	5,3 %	2 042	4,4 %	1,9 %	172	185	161	
Hébergement et restauration (I)	6 675	6 845	2,5 %	6 814	1,4 %	1,9 %	580	594	539	
Information et communication (JZ)	1 541	1 669	8,3 %	1 685	9,1 %	0,6 %	159	128	138	
Activités financières et d'assurance (KZ)	1 013	1 090	7,6 %	1 086	3,1 %	-10,2 %	77	80	88	
Activités immobilières (LZ)	2 307	2 172	-5,9 %	2 138	-10,6 %	6,3 %	167	200	158	
Soutien aux entreprises ^d (MN)	6 129	6 563	7,1 %	6 553	4,6 %	-11,8 %	481	527	488	
Enseignement, santé, action sociale et services aux ménages (P à S)	4 381	4 524	3,3%	4 519	1,6 %	-2,7 %	403	366	345	
<hr/>										
Taille										
PME	55 348	58 554	5,8 %	58 490	4,3 %	-0,1 %	4 923	4 958	4 702	
dont micro-entr. et taille inconnue	51 782	54 369	5,0 %	54 304	3,6 %	-0,3 %	4 598	4 571	4 345	
dont PE et ME	3 566	4 185	17,4 %	4 186	13,2 %	-3,2 %	328	354	352	
ETI et GE	51	65	27,5%	60	5,3 %					
Holdings et sièges sociaux	750	867	15,6 %	869	10,8%					
Activités financières et d'assurance hors holdings	329	320	-2,7 %	311	-9,1 %					
Activités immo. (LZ) + promotion immo.	2 537	2 609	2,8 %	2 537	-4,4 %					
Non ventilées car doublons ^e	765	284		235						
<hr/>										
Ensemble^f	59 780	62 699	4,9 %	62 502	3,0 %	-0,3%	5 197	5 293	4 994	

Source : Banque de France – Base Fiben. Données disponibles début juillet 2010 ; données sur avril provisoires car encore incomplètes ; en janvier 2010, une révision méthodologique a introduit une modification des données sur l'ensemble de la période.

Calculs : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises.

Définition : Les unités légales défaillantes au cours d'une année civile N (en ouverture de procédure judiciaire) sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les statistiques sont établies **en date de jugement**. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois, soit ici avril 2010. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

a Cumul des douze derniers mois comparés aux mêmes mois un an auparavant.

b Cumul des trois derniers mois comparés aux trois mois précédents.

c Les codes sectoriels sur deux caractères correspondent au niveau d'agrégation A10 ; ceux sur un caractère aux sections de la NAF rév. 2 (niveau A21).

d Le regroupement « Soutien aux entreprises » couvre les activités spécialisées, scientifiques et techniques (section M) et les Activités de services administratifs et de soutien (section N).

e Pour la ventilation par secteur, une ouverture de procédure faisant suite à un redressement judiciaire est comptabilisée comme défaillance si entre les deux jugements est intervenu un plan de continuation ou un plan de cession clôturant la procédure de redressement. En revanche, pour la ventilation par taille, en cas de procédure multiple sur la période de calcul (les 24 derniers mois), seule la plus récente est retenue (la liquidation).

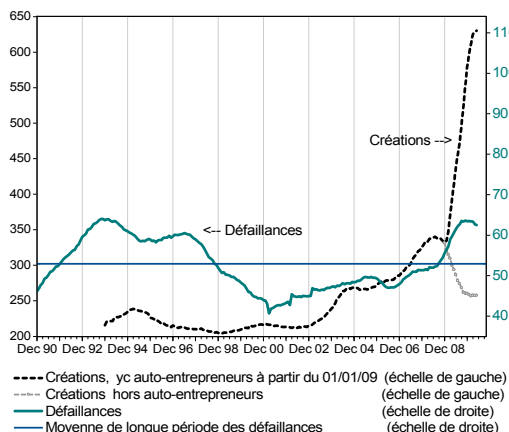
f La ligne « Ensemble » comprend des unités légales dont le secteur d'activité n'est pas connu.

Défaillances d'entreprises

avril 2010 (données définitives) / mai 2010 (données provisoires)

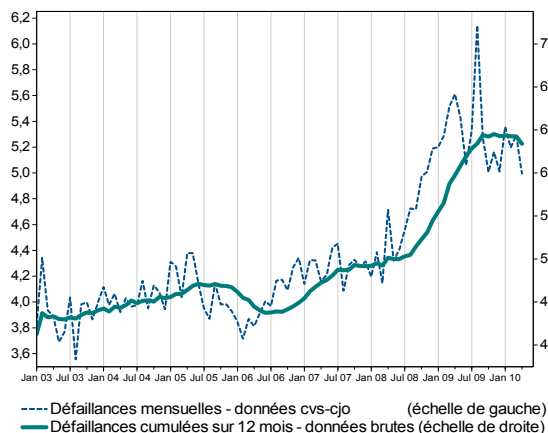
1 – Défaillances et créations

Milliers d'unités légales – données brutes
cumul 12 derniers mois – déc. 90 à avril 10 – mai 10 provisoire



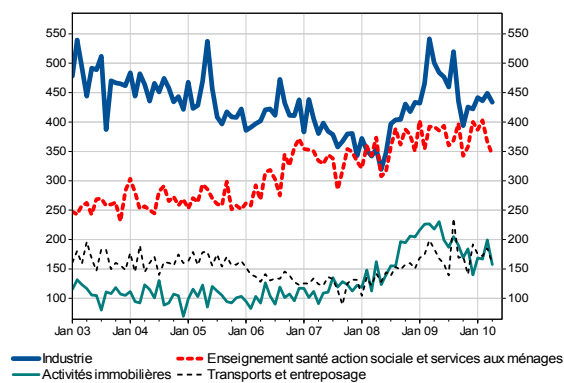
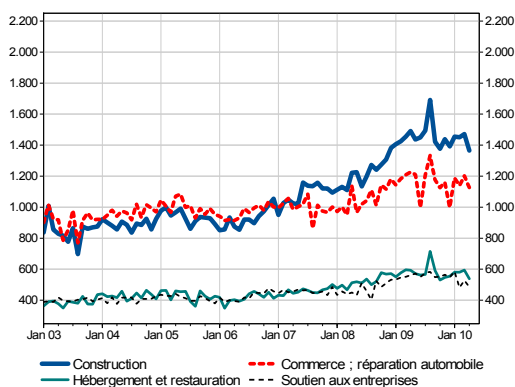
2 – Défaillances

Milliers d'unités légales – janv. 03 à avril 10



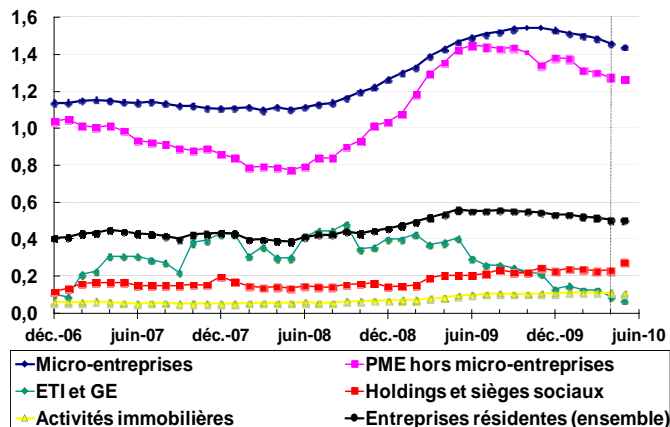
3 – Défaillances mensuelles par secteur (données cvs-cjo)

Unités légales – données cvs-cjo – janvier 03 à avril 10



4 – Poids des défaillances en termes de crédit

Unités légales avec crédits déclarés par les établissements de crédit
cumul des 12 derniers mois en %
déc. 06 à avril 10 – mai 10 provisoire



poids = encours de crédits mobilisés des défaillantes
/ total des encours de crédit mobilisés

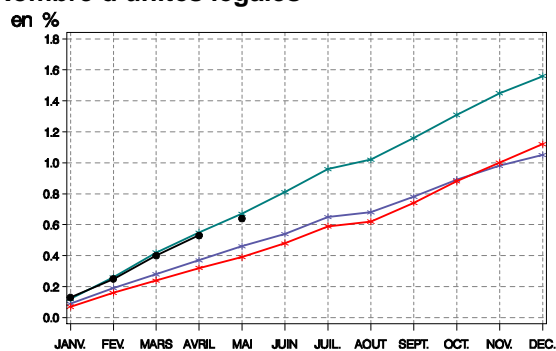
Source : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises et Service central des risques / INSEE pour les créations d'entreprises
mise à jour le 6 juillet 2010

Contact : DGAFP – DE – OBSRDE
1356-contacts-ut@banque-France.fr

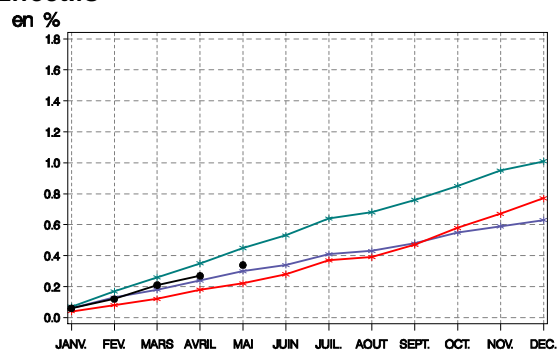
5 – Impact économique des défaillances d'entreprises en termes de variables de bilan janvier 2007 à avril 2010 – mai 2010 provisoire

Entreprises avec bilan dans FIBEN

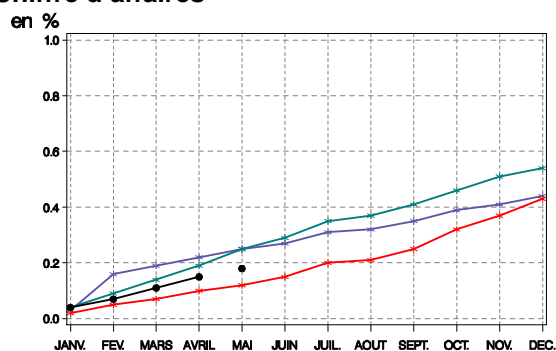
Nombre d'unités légales



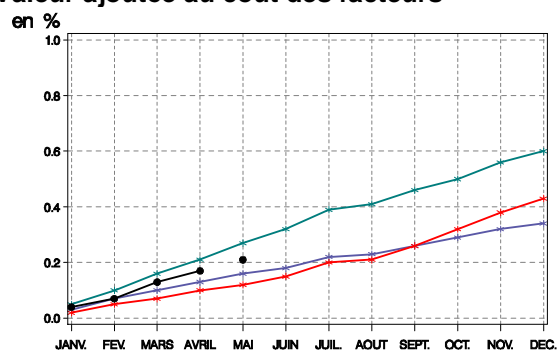
Effectifs



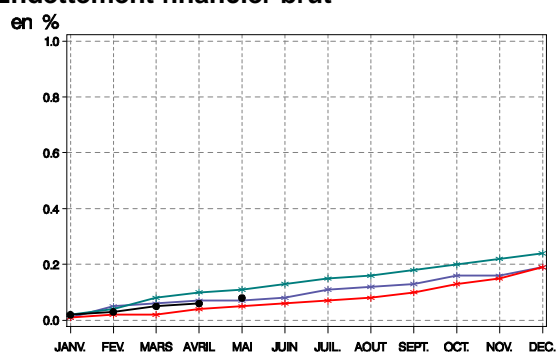
Chiffre d'affaires



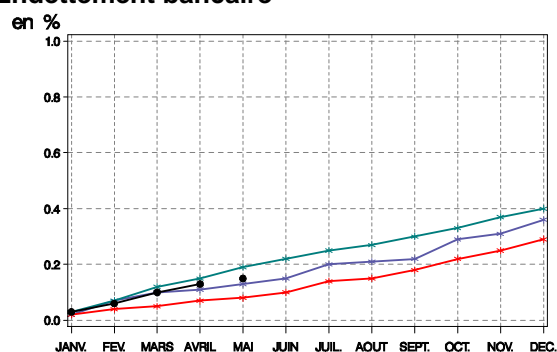
Valeur ajoutée au coût des facteurs



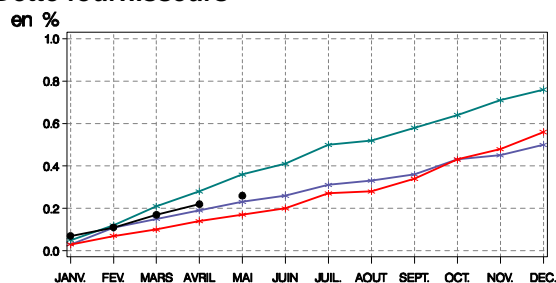
Endettement financier brut



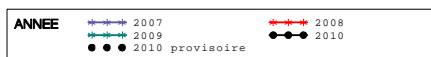
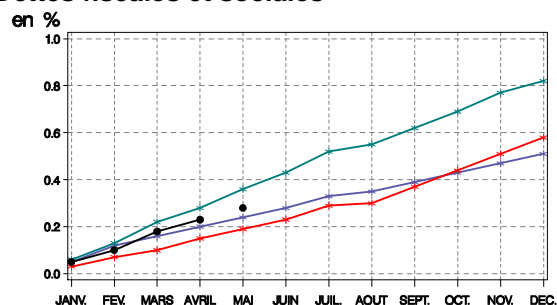
Endettement bancaire



Dettes fournisseurs



Dettes fiscales et sociales



Mise à jour début juillet 2010

Note : Le bilan utilisé est le plus récent dont on dispose en remontant sur trois années avant l'année de calcul.

Source : Banque de France, Direction des entreprises, base Fiben